

L'usine à gaz qui fait peur aux politiciens genevois, mais pas à la science

Genève Le projet de centrale à gaz est de plus en plus contesté: le scepticisme gagne désormais le Conseil d'Etat. Les SIG n'auront pas la tâche facile pour faire accepter leur projet, pourtant jugé valable par des experts de l'Université de Genève

Sandra Moro

Après avoir interdit le nucléaire sur son territoire, Genève renoncera-t-il à se doter d'une centrale à gaz? Dans le canton, les esprits s'échauffent à l'idée que les autorités puissent donner leur feu vert à la construction d'une telle installation. Prévue pour entrer en service en 2011, elle devrait être édifée au Lignon, dans la commune de Vernier. Alors que les Services industriels genevois (SIG) défendent avec fougue ce projet destiné à améliorer l'approvisionnement en électricité du canton dans les années à venir, la bataille s'envenime sur le terrain politique.

Les ministres doutent

Le doute mine désormais le Conseil d'Etat, peu disert sur un sujet qui paraît l'embarrasser au plus haut point. Sur la même ligne que son parti, très offensif contre le projet de centrale à gaz, le radical François Longchamp déclarait la semaine dernière à la Radio suisse romande qu'il était «pour l'instant très dubitatif» à propos du projet. «Je préférerais de loin qu'on engage des investissements dans la rénovation de bâtiments», poursuivait-il.

Robert Cramer, lui, pratique l'esquive. Contacté par *Le Temps*, le mi-

nistre vert de l'Energie faisait dire hier par ses services qu'il se prononcerait lorsqu'il aurait examiné l'ensemble du dossier, et notamment les études d'impact environnemental qui accompagneront la demande d'autorisation de construire. Reste qu'aux SIG, on voit en Robert

Cramer un fervent défenseur du projet. «Nous avons obtenu un soutien clair de la part du ministre de l'Energie», affirme Christian Brunier, directeur du pôle innovation et communication de l'entreprise.

Mais les députés verts, eux, ne veulent pas entendre parler du projet du Lignon. «Le groupe parlementaire s'est prononcé contre. Nous verrons si le reste du parti suit», explique Anne Mahrer, la présidente des Verts. Pour elle, l'accent doit être mis sur les économies d'énergies et la production d'énergies renouvelables: pas question d'investir 200 millions dans une centrale à gaz.

Le PS esseulé

L'opposition verte fait écho aux salves radicales, qui se multiplient contre le projet de centrale. Le parti, qui espère de toute évidence ravir la vedette aux écologistes sur leur terrain de prédilection, a déposé une motion au Grand Conseil et annonçait hier qu'il lancerait une initiative

populaire municipale à Vernier pour combattre le projet. Les radicaux fustigent les nuisances et la pollution que générerait la centrale, notamment en produisant du CO₂. Ils plaident pour des économies d'énergie, mais ne proposent aucune solution face à d'éventuels problèmes d'approvisionnement, dans un canton où la consommation électrique continue à augmenter. Alors que l'UDC, les libéraux et le PDC ne se sont pas encore prononcés sur la question, le PS, lui, s'affiche pour l'heure comme le seul parti qui défend la centrale.

Les scientifiques confiants

La frilosité et les réserves du monde politique contrastent avec la sérénité qu'affichent certains scientifiques. Bernard Lachal, professeur des sciences de l'environnement au sein du Groupe Energie à l'Université de Genève, a étudié le projet de centrale des SIG avec ses étudiants. «J'estime que c'est un excellent projet, relève-t-il. En plus de l'électricité, la centrale produira de la chaleur, ce qui permettra de réduire le nombre de ménages genevois chauffés au mazout, beaucoup plus polluant que le gaz. Le bilan environnemental sera bon.»

La centrale à gaz permettrait au

canton de produire 40% de l'électricité qu'il consomme, au lieu de 25% actuellement. Et du côté des SIG, on assure que la pollution générée par l'usine sera compensée à 100%, en grande partie par des projets locaux. «D'ailleurs, la centrale cessera de fonctionner l'été, car ses émissions ne pourront alors pas être compensées par la production de chaleur», note Christian Brunier. Qui insiste: «Une centrale à gaz, c'est le moindre des maux. Même si on fait le maximum pour économiser l'énergie et favoriser le renouvelable, nous aurons tout de même un problème d'approvisionnement.»

Un avis proche de celui de Ber-

nard Lachal: «Le changement va prendre du temps. La société à 2000 watts en 2050, c'est illusoire. Il faudra attendre 50 ou 100 ans de plus pour la voir émerger. Et d'ici là, il vaut mieux produire ici de l'énergie de manière intelligente. Sinon, on prend le risque d'acheter peut-être très cher de l'électricité produite ailleurs en occasionnant un surplus de pollution.»

Reste à voir si les SIG sauront convaincre les sceptiques, ou si, comme pour l'importation de déchets étrangers, ils devront renoncer à un projet techniquement et économiquement solide pour des raisons politiques.

Le manque de déchets pénalise les SIG

Malgré une demande d'électricité en hausse, le chiffre d'affaires des Services industriels de Genève est en baisse

Le chiffre d'affaires des SIG en 2007 s'élève à 897 millions de francs. C'est une baisse de 32 millions (3,4%) par rapport à l'exer-

cice précédent. Ce résultat est néanmoins qualifié de «satisfaisant» par André Hurter, le nouveau directeur général de la régie autonome.

La baisse du chiffre d'affaires s'explique principalement par la réduction du prix de l'acheminement de l'électricité et de la baisse d'eau potable en raison d'un été pluvieux. Par ailleurs, les déchets incinérés ont diminué de 349000

tonnes en 2006 à 319000 en 2007. L'interdiction de l'importation des déchets étrangers, décidée par le Conseil d'Etat genevois à la suite de l'affaire des déchets de Naples, aura des conséquences à long terme sur l'activité de l'entreprise, qui se voit dans l'obligation de fermer rapidement le troisième four du Lignon. Cela pourrait entraîner une perte économique importante.

De plus, l'ouverture du marché de l'électricité des ménages en janvier 2009 engendrera, dans le meilleur des cas, un ralentissement de l'activité.

Néanmoins, André Hurter, qui a succédé il y a six mois à Raymond Battistella, se veut très con-



fiant quant à l'avenir de la société genevoise. Il entend «préserver le joyau industriel que sont les SIG».

Après la période de troubles qu'a traversée la régie en raison notamment de la polémique sur les hauts salaires, le nouveau pa-

tron compte sur un temps plus calme. «Je souhaite que l'on se dédie entièrement à l'approvisionnement des fluides genevois», souligne-t-il.

La demande d'électricité en 2007 s'est accrue de 1,6%. 117 millions d'investissements bruts ont

été consentis.

La réduction de la dette de l'entreprise se poursuit. Elle atteint la valeur historiquement basse de 220 millions de francs, cinq fois moins qu'il y a cinq ans.

Mathilde Fenestraz